



DESSINE-MOI L'AFRIQUE

Dans le cadre de la Saison Africa2020, l'association Cartooning for Peace et le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports ont souhaité s'associer afin de proposer une exposition originale. Elle a pour objectif de mettre en valeur des regards d'Africains sur l'Afrique.

L'exposition proposée explore ainsi douze champs thématiques en rapport avec la société africaine contemporaine. Pour chacun d'entre eux, des dessins de presse issus des talents du continent illustrent les difficultés mais aussi les solutions trouvées par les Africains et Africaines à leurs enjeux politiques, économiques et sociaux. Les œuvres ainsi présentées montrent l'émergence en Afrique d'une liberté d'expression et d'un humour satirique qui se développent via le numérique notamment. Elles donnent à voir le regard lucide et plein d'espoirs des Africains sur un monde qu'ils aspirent à rendre toujours meilleur.

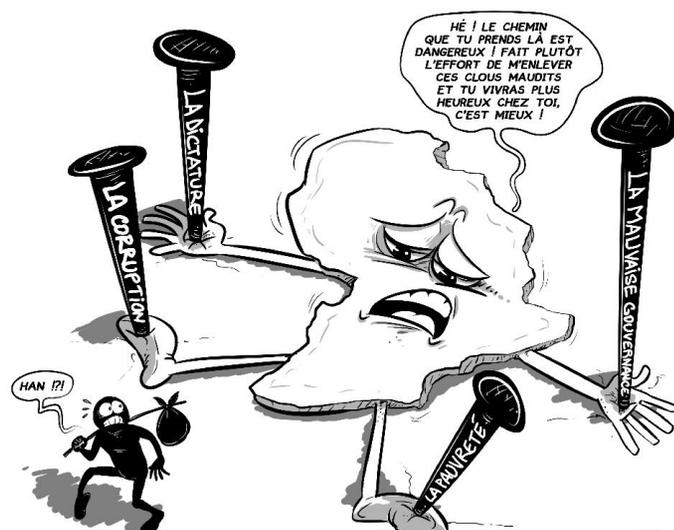




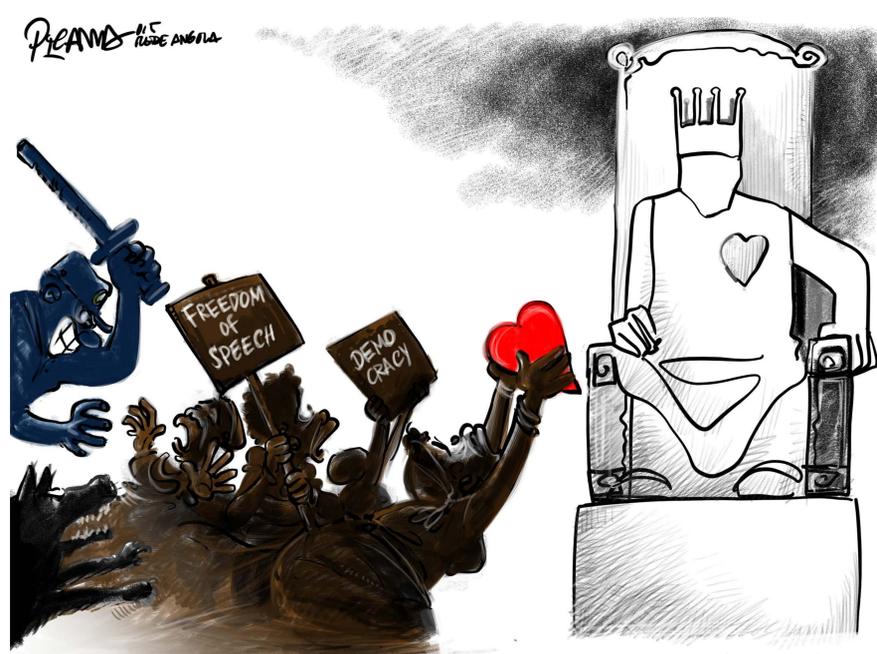
1 | PLACE À LA DÉMOCRATIE !

L'Afrique est souvent pointée du doigt comme étant le « mauvais élève » en matière de démocratie. C'est ne pas tenir compte des disparités qui existent à l'intérieur d'un continent composé de 54 États. Car même si certains dirigeants répriment toute contestation du pouvoir, d'autres pays ont su installer un régime politique démocratique bien établi avec une alternance politique régulière.

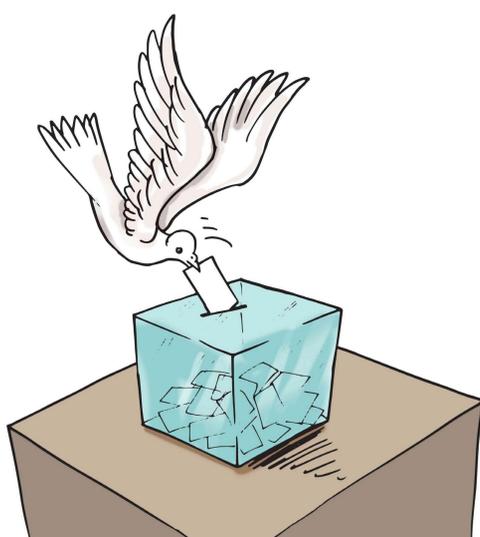
En Afrique, entre 6 et 10 États sont généralement considérés comme « démocratiques », selon plusieurs instituts et ONG qui mesurent les degrés de libertés publiques et de droits politiques à l'intérieur des États. Deux archipels se distinguent : le Cap-Vert et l'île Maurice. Puis viennent des États continentaux tels que le Ghana, le Bénin, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Tunisie, la Namibie...



Chidi (Togo)



Piçarra (Angola)

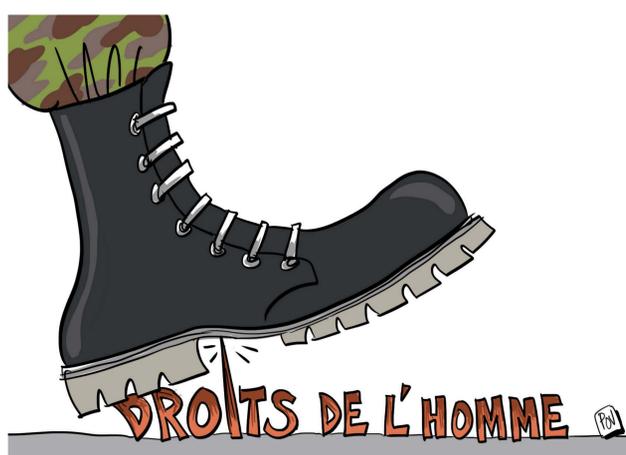


Fletcho (Côte d'Ivoire)

Cette petite dizaine d'États démocratiques ne peut pas occulter que près d'une moitié de la population africaine vit dans un pays sans liberté, à l'image de l'Erythrée dont les faibles indicateurs de démocratie sont semblables à ceux de la Corée du Nord. Dans plusieurs autres régimes autocratiques, l'État de droit est inexistant comme aux deux Soudan, en Somalie, en Guinée équatoriale, en République centrafricaine, en Libye, au Tchad, en République démocratique du Congo, au Burundi, ou en Gambie.



Sherif Arafa (Egypte)



Pov (Madagascar)





2 | EN AVANT LES FEMMES !



Willis from Tunis (Tunisie)

Les femmes en Afrique font l'objet de nombreux préjugés. Le fait que le continent africain ait le nombre d'enfants par femme le plus élevé au monde (4,7) est soumis à de nombreuses interprétations. Malgré des progrès substantiels en matière de développement durable ces dernières années, le continent demeure confronté au défi de cette croissance démographique qui contribue, aussi, à freiner l'émancipation des femmes africaines, notamment la scolarisation des filles. Selon l'UNESCO, encore 28 millions de femmes âgées de 6 à 15 ans ne vont pas à l'école en Afrique.

En dépit de la persistance d'un système patriarcal dans la plupart des pays du continent, les femmes cherchent à s'émanciper. A travers le développement des microentreprises ou de l'engagement d'associations, les femmes occupent une place croissante dans les sociétés africaines. Elles sont relativement présentes sur la scène politique d'Afrique de l'Ouest et, après le Libéria, l'île Maurice et la Centrafrique, c'est au tour de l'Éthiopie d'avoir une femme à la tête de l'État : en 2019, Sahle-Work Zewda est désignée présidente de l'Éthiopie par les parlementaires. De même la Gambienne Fatou Bensouda est aujourd'hui procureure de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.

Cette présence d'Africaines à des postes stratégiques influence directement les décisions politiques récentes, à l'image du renforcement des droits d'héritage des femmes en Côte d'Ivoire et en Tunisie.



Yemi (Ethiopie)

VIOLENCES CONJUGALES



Dilem (Algérie)



Glez (Burkina Faso)





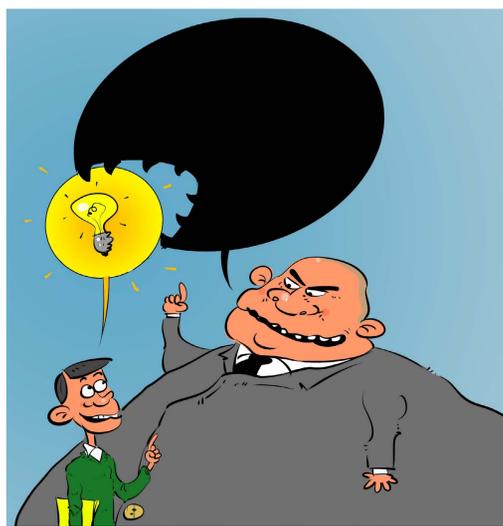
3 | ROULEZ JEUNESSE !

Avec la plus jeune population au monde, l'Afrique représente aujourd'hui plus d'un milliard d'habitants. La tendance est à la croissance démographique (2,7% par an), bien que celle-ci ralentisse progressivement.

Avec 62% d'Africains ayant moins de 25 ans, la place des jeunes est malgré tout très réduite dans les systèmes politiques et économiques. La moyenne d'âge de la population africaine est de 19 ans quand celle des leaders politiques s'établit à 63 ans. Même constat sur le plan économique : le chômage des jeunes y est deux fois plus important que celui des adultes, et parmi eux, les femmes sont davantage touchées.



Glez (Burkina Faso)



Saad Jalal (Maroc)

Quand bien même le niveau d'étude a augmenté, le manque de formation et de débouchés sur le marché de l'emploi sont criants, ce qui entraîne précarité, chômage et petits boulots. Beaucoup alors rejoignent les centres urbains ou quittent le continent. Parmi les émigrés, on compte à la fois des Africains diplômés – on parle de la « fuite des cerveaux » – et d'autres peu qualifiés.

Pourtant, en Afrique, un nouveau monde pourrait se dessiner grâce à la jeunesse comme levier de croissance. Nombreux sont les jeunes qui prennent peu à peu les rênes de l'économie, de la culture, de l'écologie et du soulèvement politique (Algérie, Egypte, Sénégal et Soudan). La jeunesse africaine s'apprête à relever l'ensemble des défis du XXIe siècle !



Willis from Tunisia (Tunisie)



Belkhamza (Tunisie)





4 | L'AFRIQUE SE MET AU VERT !

Le respect de l'environnement est indispensable à la survie de l'humanité. Cela ne peut être l'affaire d'un État, voire d'un continent, mais concerne bien l'ensemble de la planète !

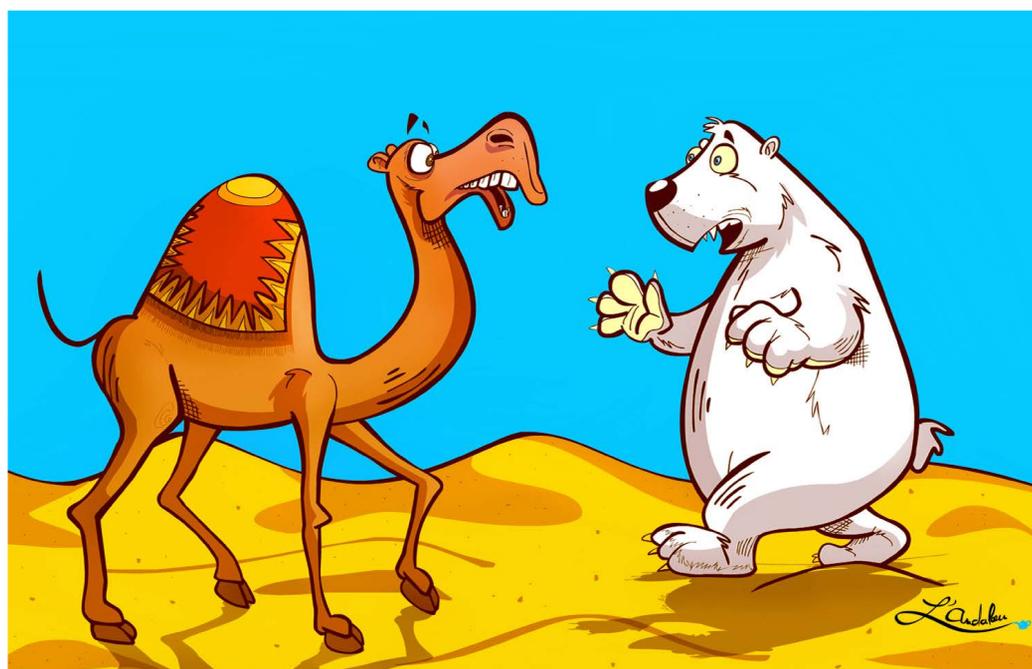
L'Afrique, qui n'a pas suivi le même processus d'industrialisation que d'autres régions du monde, est donc un moindre pollueur. En l'occurrence, les injonctions internationales au respect de l'environnement n'y sont pas toujours bien accueillies. Elles sont parfois perçues comme des freins au développement économique alors que depuis plusieurs décennies, les pays industriels ont justement profité de l'absence de règles écologiques pour exploiter ses ressources et accroître leurs richesses sur le sol africain.



Zohoré (Côte d'Ivoire)



Nassim (Algérie)



L'Andalou (Algérie)

Le « retard » industriel du continent africain pourrait être l'occasion de sauter des étapes de développement – très polluantes – pour instaurer d'emblée un développement écoresponsable, favorable à la santé des individus. Cela ne peut être possible que par une prise de conscience des populations et des décideurs publics de ne pas surconsommer, de trier les déchets, de réduire la consommation de pétrole, de reboiser, de protéger les réserves et de développer des énergies propres... La protection des espèces et de la biodiversité devient aujourd'hui un des axes forts de la politique environnementale sur le continent.



Glez (Burkina Faso)





5 | POUR DES MÉDIAS LIBRES !

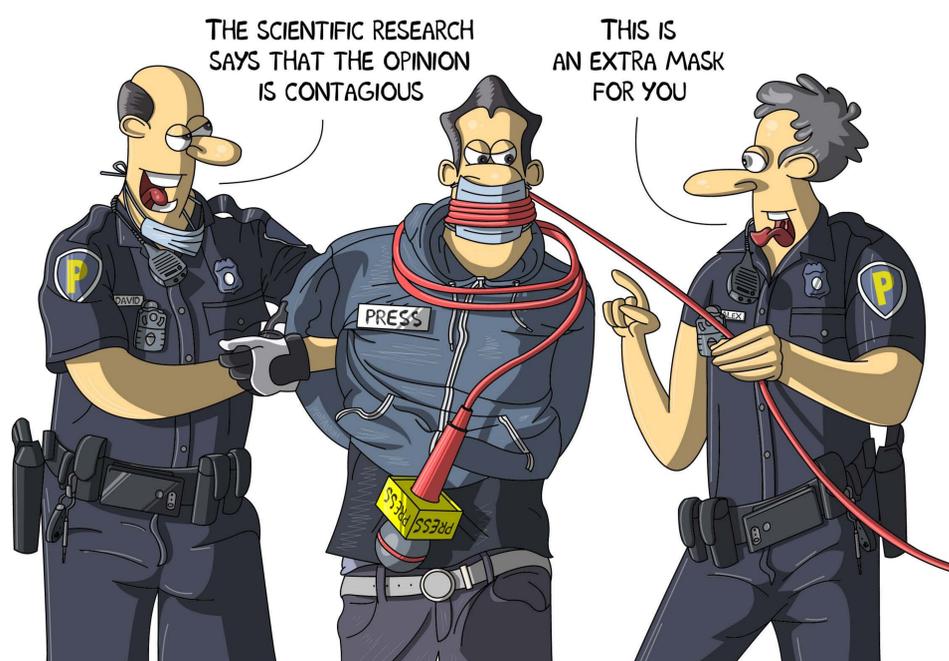
Dans certaines régions du monde, la liberté des médias est plus que jamais remise en cause. L'Afrique n'est pas épargnée : en 2020, selon le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF), 21 des 54 pays africains apparaissent en situation difficile ou très grave. C'est le continent le plus touché !

Parfois, les médias sont contrôlés ou tout simplement suspendus. Le plus souvent, certains journalistes sont arrêtés sans raison. En Algérie ou au Maroc par exemple, des interpellations « régulières » deviennent des détentions provisoires prolongées. Régulièrement, les réseaux sociaux subissent des perturbations quand Internet n'est pas tout bonnement coupé. L'objectif de certains chefs d'État est bien de cadenasser l'information pour empêcher la critique et le débat d'idées, comme au Cameroun, en République Démocratique du Congo ou au Burundi, lors de récentes élections.

Toutefois, il faut différencier les États dont les médias se transforment en acteurs de conflits armés (Libye, Érythrée), d'autres pays où la pluralité de la presse existe (Sénégal, Afrique du Sud).

En plus des trois pouvoirs incarnés par l'État (le législatif, l'exécutif et le judiciaire), les médias sont souvent perçus comme un « quatrième pouvoir » : grâce aux nouvelles technologies qui rendent l'information accessible au plus grand nombre, les supports médiatiques numériques font plus que jamais office de lanceurs d'alerte, utilisés en Afrique comme ailleurs par les journalistes, les particuliers, les institutions ou des mouvements sociaux ou politiques.

Le développement d'Internet et des réseaux sociaux peut soulever des enjeux comme le contrôle de masse et la propagation des fausses rumeurs (fake news), mais il participe partout sur le continent au développement médiatique et à un accès plus démocratique à l'information.

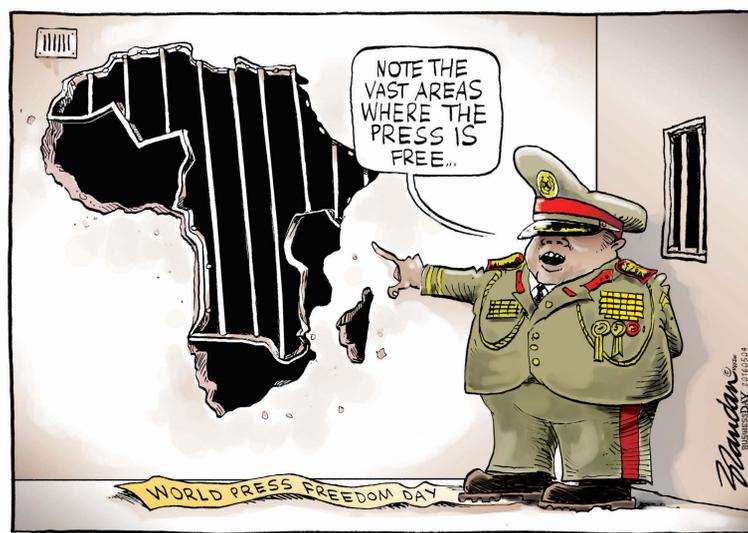


« La recherche scientifique dit que l'opinion est contagieuse »
« Voici un masque supplémentaire pour vous »

Ali Ghamir (Maroc)



Kash (Congo)



« Voyez les vastes zones où la presse est libre »
« Journée mondiale de la liberté de la presse »

BBrandan (Afrique du Sud)



Gado (Kenya)





6 | FUIR OU RESTER ?

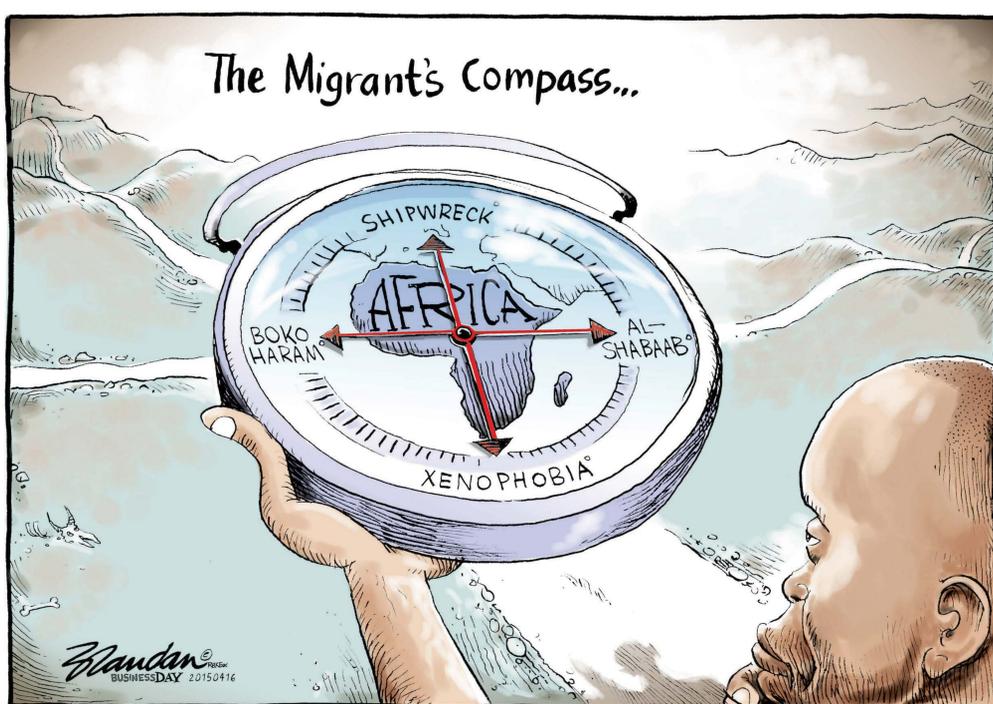


Baki (Algérie)

La mobilité des populations, comme sur d'autres continents, est une constante de l'histoire africaine et de l'adaptation des sociétés. Elle est choisie ou forcée, dans les contextes de crises et de conflits qui touchent notamment l'Afrique sahélienne comme le Mali. La migration extérieure du continent est au cœur des représentations souvent faussées des Européens, alimentées par les images chocs de bateaux bondés de candidats à l'exil dérivant en Méditerranée. Il n'y a pourtant aucune invasion à prévoir, l'immigration nette vers l'Europe s'élève à un million de personnes par an, et pour un quart seulement d'Africains... Les grands mouvements migratoires sont surtout internes à l'Afrique et ce, depuis des centaines d'années. Ils participent au brassage des populations et des sociétés.

Les migrants sont des réfugiés demandeurs d'asile liés aux conflictualités, des travailleurs non qualifiés, des qualifiés, ou des réfugiés climatiques.

Les zones de conflits (Libye, Sahel) alimentent des circuits de migrations clandestines. La politique migratoire européenne encore trop peu unifiée ne réussit pas à stopper les trafics illicites et le développement de la xénophobie envers les populations en danger qualifiées de « migrants », qui fuient des conditions de vie souvent difficiles pour un Eldorado rêvé. Certains pays européens, comme la France, ont besoin de cette main d'œuvre jeune, alors même que d'ici 2050, il y aura en Europe une baisse de 90 millions de la population active (-15%).



« La boussole du migrant »
« Naufrage » « Boko Haram » « Al Shabbab » « Xénophobie »

BBrandan (Afrique du Sud)



Bitty Roland (Côte d'Ivoire)

LA JEUNESSE AFRICAINE RÊVE D'EUROPE



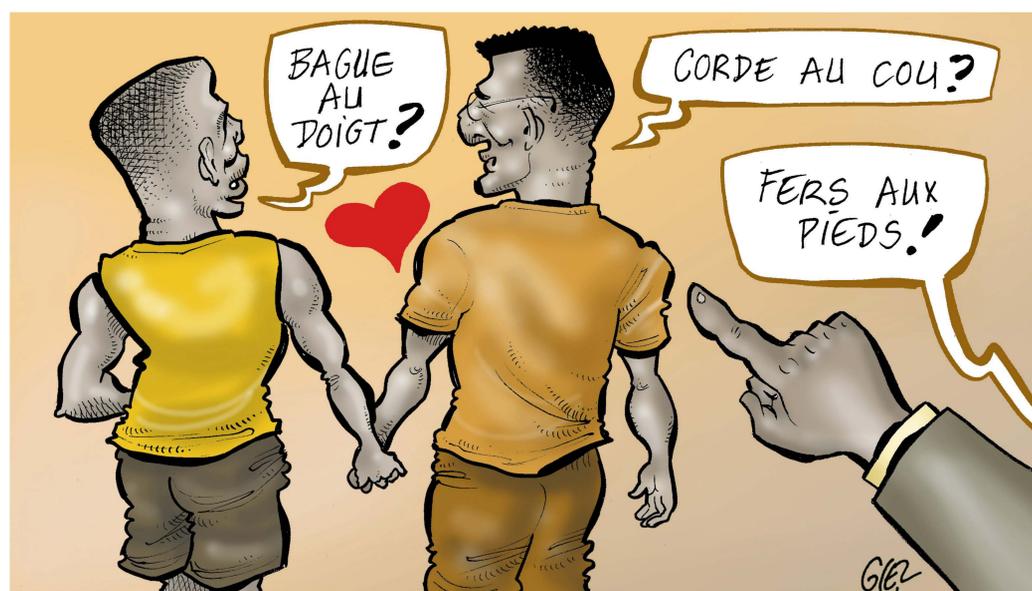
Dilem (Algérie)





7 | DES DISCRIMINATIONS À LA TOLÉRANCE

L'analphabétisme, encore important sur le continent, et la pauvreté expliquent en partie la permanence des intolérances et des discriminations. Elles touchent en majorité les femmes, les minorités, les étrangers (source de conflits locaux) ou les rapports ethniques et religieux. Dans certains États, le manque de médias, souvent muselés, et la permanence de pouvoirs autocratiques maintiennent un contexte d'intolérance et de discrimination où fleurissent aussi les extrémismes religieux et le terrorisme, en particulier en Afrique sahélienne (Mali, Niger ou Burkina Faso). Des pays comme l'Afrique du Sud sont confrontés à une forte xénophobie associée aux autres populations africaines installées sur leur territoire.



Glez (Burkina Faso)



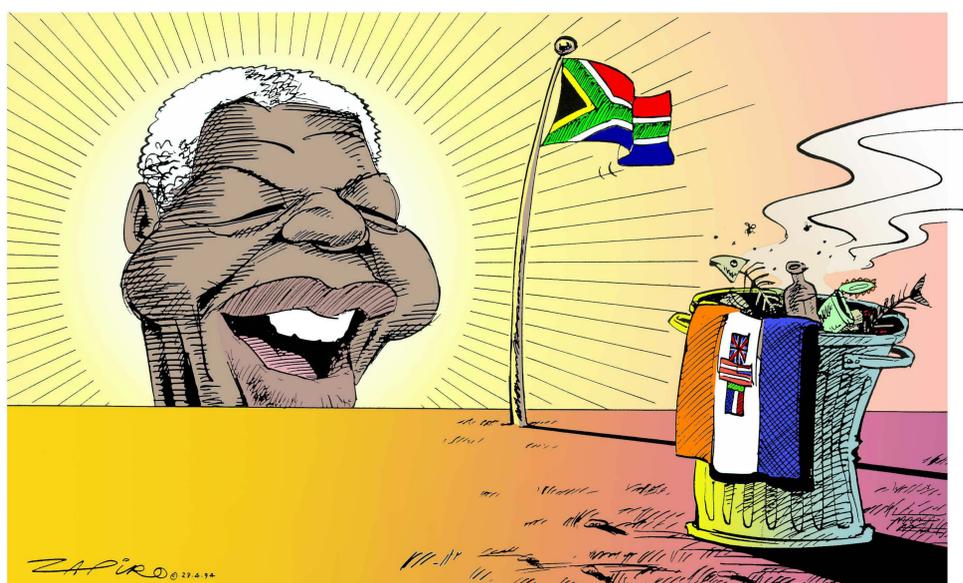
Belkhamsa (Tunisie)

Des défis doivent encore être relevés en matière d'émancipation économique de la femme et de violations des droits de l'Homme, dans un contexte où les disparités entre les sexes subsistent : la violence contre les femmes est encore importante tandis que la participation féminine aux processus de paix demeure insuffisante.

Cependant, la consolidation des États, les progrès de l'éducation et de la vie urbaine facilitent l'essor de mouvements de tolérance. L'Union africaine (UA) milite pour faire de l'égalité des sexes une priorité continentale. Des résultats satisfaisants ont été obtenus dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la participation politique, qui s'expliquent par de profondes réformes législatives.

Le progrès de la tolérance en Afrique peut notamment se lire à travers la diffusion de la dépénalisation de l'homosexualité qui n'est plus un délit dans 17 pays africains.

L'Assemblée nationale du Gabon, par exemple, a annulé la criminalisation des rapports sexuels entre personnes de même sexe en juin 2020.



Zapiro (Afrique du Sud)



Willis from Tunis (Tunisie)



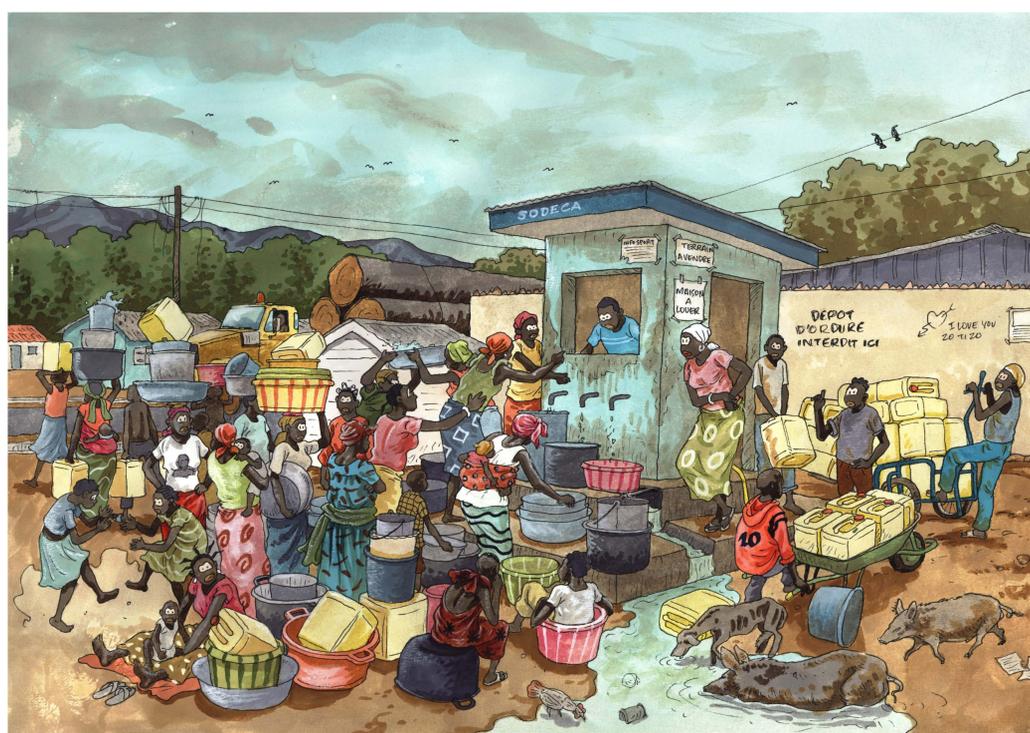


8 | HALTE AUX INÉGALITÉS !

L'Afrique est plurielle et les inégalités se lisent à différentes échelles. D'un point de vue économique, on peut distinguer deux sous-ensembles : d'une part, l'Afrique orientale et australe, les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest plus dynamiques qui connaissent une croissance soutenue de la zone sahélienne. D'autre part, l'Afrique centrale (RDC) et la Corne de l'Afrique (Érythrée) qui sont davantage soumis à des problématiques conflictuelles.

Les populations les plus pauvres habitent les zones les plus menacées par les catastrophes naturelles. La lutte contre la pauvreté est inscrite en priorité dans les différents objectifs communs aux pays africains.

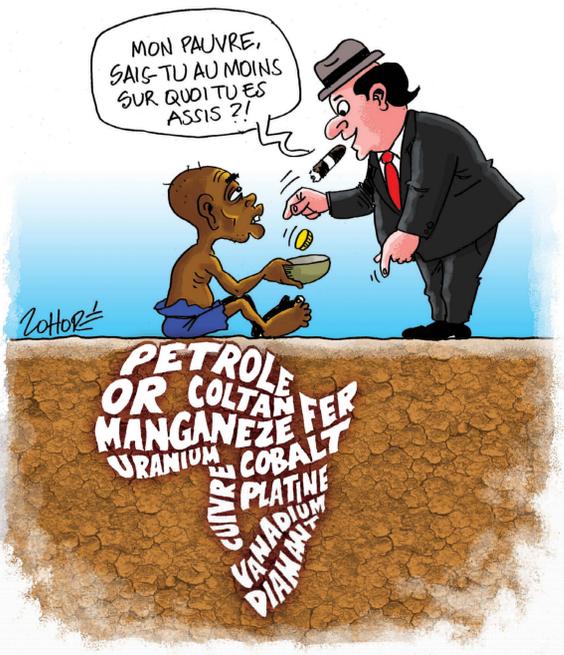
Pourtant, le taux de croissance moyen est supérieur à 5% depuis la décennie 2000 et l'indicateur de développement humain (IDH) a crû de 15%. Ces bons chiffres cachent un creusement des inégalités entre les différentes populations. Les grandes agglomérations concentrent la richesse mais disposent également de quartiers entiers de grande pauvreté. Les bidonvilles ou townships d'Afrique australe voisinent souvent avec les gated communities (quartiers fermés et sécurisés), où se concentrent les foyers les plus fortunés.



Didier Kassai (Centrafrique)



Pov (Madagascar)



Zohoré (Côte d'Ivoire)

La consolidation des services et d'États stables permet l'émergence dans les villes d'une classe moyenne jeune et urbaine, connectée et instruite, alors que subsiste une Afrique plus périphérique de l'agriculture traditionnelle, des campagnes, des économies informelles qui suppléent le manque d'aides publiques.



DRIFTING AWAY FROM THE MAP OF WORLD'S CONCERN

« A la dérive de la carte des préoccupations du monde »

Tayo (Nigeria)





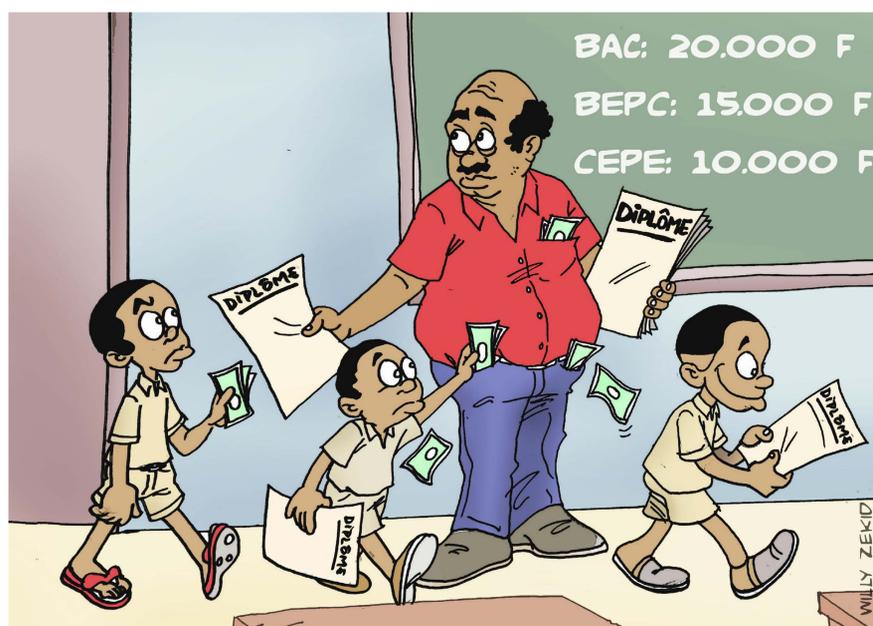
9

L'ÉDUCATION : UN DÉFI MAJEUR

Les inégalités persistantes en Afrique sont liées en grande partie à la faiblesse des États et à celle des systèmes éducatifs. Les écarts de la durée de scolarisation vont de cinq ans pour les pays les plus pauvres, à douze ans pour les pays les plus développés du continent. La moitié des Africains restent, à ce jour, analphabètes et ce sont les femmes qui sont le plus touchées.

Mais les progrès quantitatifs sont notables. La scolarisation en primaire a connu une forte croissance depuis la décennie 2000 pour atteindre 75% en 2015. Le taux de scolarisation secondaire est passé à 35%. Seuls 10 pays sur 54 ont cependant atteint l'enseignement primaire pour tous et 80% des jeunes africains sortent du système éducatif sans qualification.

La formation professionnelle est encore trop peu investie. Les écoles privées et confessionnelles s'emparent de la scolarisation des classes moyennes plus fortunées. Les mieux formés quittent encore trop souvent leur pays d'origine.



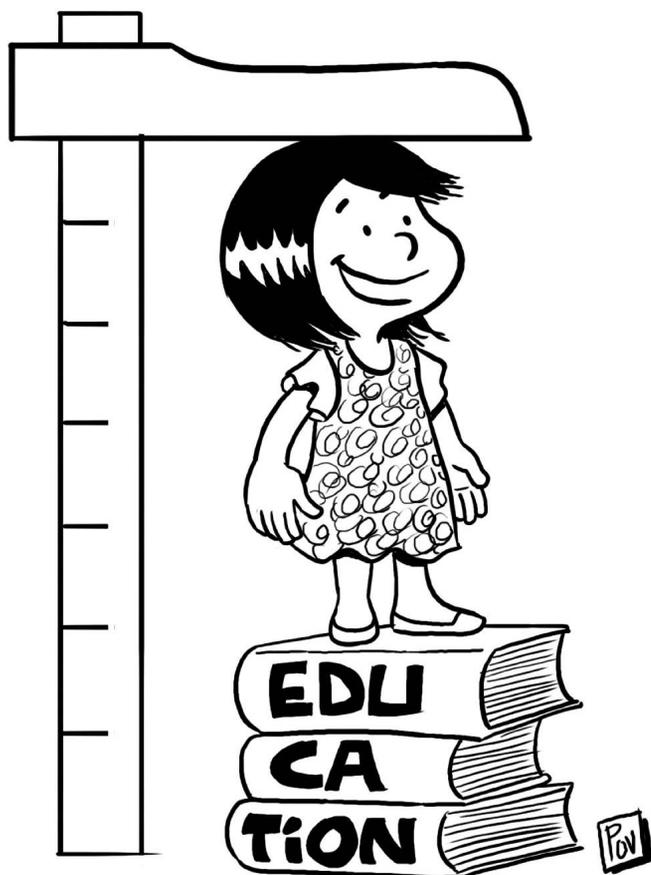
Willy Zekid (République du Congo)

ÊTRE UN ENSEIGNANT EN ALGÉRIE



Dilem

Dilem (Algérie)



Pov (Madagascar)

Le grand défi du continent est aujourd'hui de pouvoir proposer à une population africaine très jeune une formation à la citoyenneté et l'acquisition de connaissances et de compétences professionnelles. Pour que les jeunes Africains puissent participer au développement futur du continent.



Belkhamza
2016

Belkhamza (Tunisie)





10 | SE SOIGNER, UNE PRIORITÉ !

Les systèmes de santé des pays africains apparaissent encore comme les plus fragiles du monde. Faute d'investissements, la grande majorité des États africains manquent d'infrastructures : hôpitaux, centres de santé, médecins dans les campagnes, etc.

Sans aide publique, le coût des services de santé est souvent très élevé. La généralisation des « pots de vin » (demandes illégales d'argent supplémentaires), alliée au manque de médicaments, très onéreux, complique davantage encore l'accès au soin pour tous, en grande partie pris en charge par le secteur privé. Le recours à la médecine dite traditionnelle (guérisseur ou guérisseuse) témoigne également d'une méfiance vis-à-vis des systèmes de santé hospitaliers de la part de certaines populations.

Le continent forme pourtant de bons médecins, mais qui ne trouvent pas toujours d'infrastructures où exercer. Beaucoup deviennent des candidats au départ pour l'Europe ou l'Amérique du Nord.



Glez (Burkina Faso)



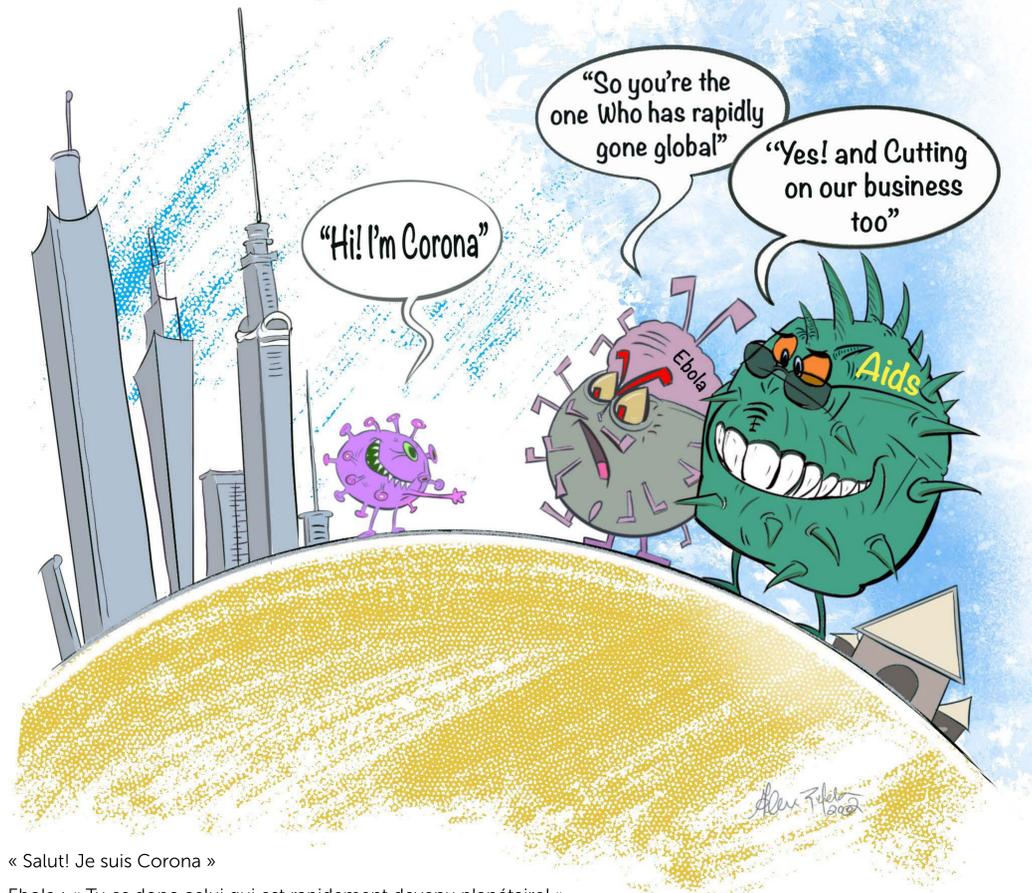
Konan et Zohoré (Côte d'Ivoire)



« Insérez une pièce »

Saad Jalal (Maroc)

Cependant, l'extension des projets de e-santé adaptés comme la téléconsultation (Kenya, Sénégal) ou la réaction rapide et coordonnée face à la pandémie d'Ébola, et récemment de la COVID-19, montrent que des solutions existent et peuvent être mises en place.



« Salut! Je suis Corona »

Ebola : « Tu es donc celui qui est rapidement devenu planétaire! »

Sida : « Oui! Et qui a aussi réduit nos affaires »

Alex Tefera (Éthiopie)

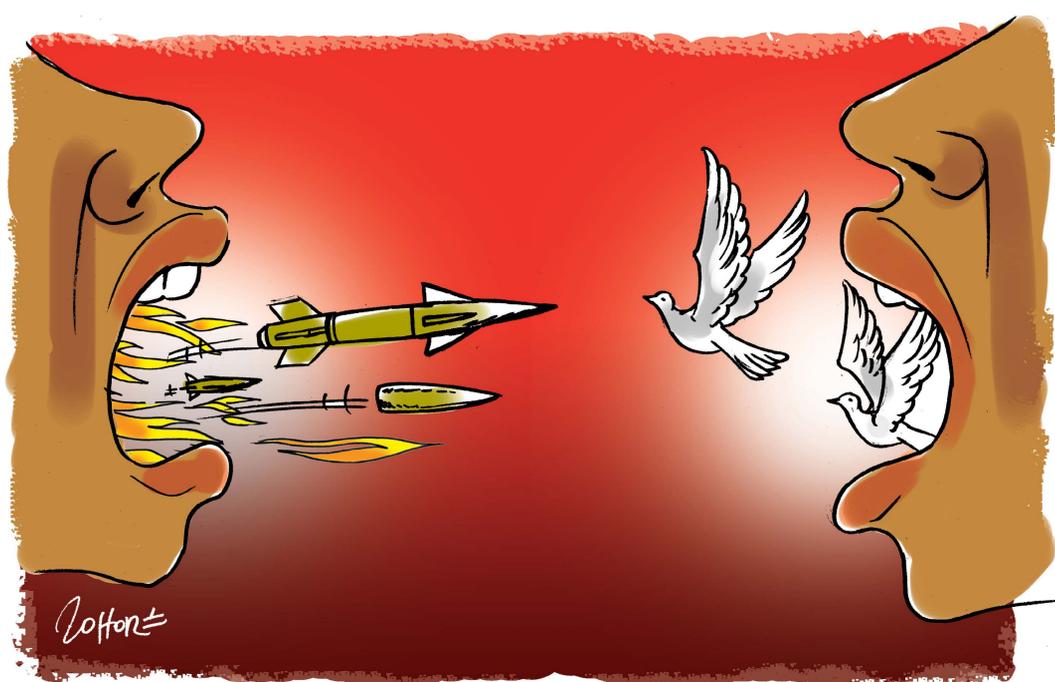




11 | OBJECTIF PAIX

L'Afrique est le continent qui reste le plus touché par les conflits, même si leur nombre connaît une baisse significative depuis les années 1990. Plusieurs zones sont affectées : le Sahel, l'Afrique centrale, la Corne de l'Afrique et les deux Soudan. Les conflits localisés prennent la forme de guerres civiles, de violences criminelles ou de terrorisme. Ils se nourrissent de la pauvreté, des inégalités ou des enjeux géopolitiques qui pèsent sur le continent (comme le partage des matières premières entre les puissances mondiales).

Les régimes démocratiques s'installent pourtant peu à peu, grâce au soutien d'une partie de la société civile, des personnalités marquantes (le docteur Mukwege, prix Nobel de la Paix 2018) et des organisations africaines qui ont permis des avancées comme l'Union Africaine (UA). Cette dernière propose un discours unitaire fédéré par des États puissants comme le Kenya ou l'Afrique du Sud.



Zohoré (Côte d'Ivoire)



« Le docteur Denis Mukwege ramène de nouveau le prix Nobel de la paix à la maison... »

Victor Ndula (Kenya)

La progression du niveau d'alphabétisation et du niveau d'éducation chez les jeunes générations entraîne une demande accrue d'égalité et de démocratie. En parallèle, l'essor d'Internet et de l'information critique alimente les soulèvements populaires contre les oligarchies et les régimes autoritaires (Printemps arabe de 2011).

Après les guerres de décolonisation et des décennies de conflits très meurtriers, la société civile africaine n'aspire qu'à la paix, préalable indispensable à l'amélioration globale de sa condition.



Glez (Burkina Faso)



« Unité panafricaine » « Etat de droit » « Paix »
« Bonne gouvernance » « Démocratie » « Droits humains »

Yemi (Éthiopie)

